

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 23 FEVRIER 2009**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, SENECAUT M., LEURIDANT G.,  
MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I,  
MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P. et BREUSE E.

-----

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 JANVIER 2009 - PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 17 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 27 janvier 2009 – partie publique.

-----

### **2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 FEVRIER 2009 - INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 01 février 2009, à savoir : un solde débiteur de 1.289.671,18€.

-----

### **3. FINANCES – MARCHES PUBLICS DE SERVICE – FINANCEMENT DE DEPENSES EXTRAORDINAIRES INSCRITES AU BUDGET COMMUNAL ET FINANCEMENT DE DEPENSES EXTRAORDINAIRES INSCRITES AU BUDGET 2009 DU CENTRE PUBLIC DE L’ACTION SOCIALE – APPROBATION CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu’il y a lieu de passer un marché ayant pour objet la conclusion des emprunts pour les investissements inscrits au budget communal et au budget du CPAS de l’exercice 2009;

Considérant que la réalisation conjointe d’un tel marché par la Commune et le CPAS permettra à chacune des Administrations concernées d’obtenir des offres plus avantageuses

que si elles procédaient séparément à la fixation et à l'attribution d'un tel marché, donnant en outre l'opportunité aux Administrations de réaliser une économie d'échelle;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2009-07-FB-EB pour le marché ayant pour objet "Financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget communal 2009 et financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget du Centre Public d'Action Sociale";

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1: Financement des investissements inscrits au budget de l'Administration Communale, estimé à 775.412,74 € ;
- Lot 2: Financement des investissements inscrits au budget du Centre Public d'Action Sociale, estimé à 202.302,40 € ;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget communal 2009 et financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget du Centre Public d'Action Sociale", le montant estimé s'élève à 981.057,14 €;

Considérant que le montant estimé dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par appel d'offre général;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009,

DECIDE :

Par 15 voix pour, 0 voix contre(s) et 3 abstention(s).

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-07-FB-EB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget communal 2009 et financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget du Centre Public d'Action Sociale", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 981.057,14 €.

Le marché est divisé en lots:

- Lot 1: Financement des investissements inscrits au budget de l'Administration Communale, estimé à 775.412,74 €;

- Lot 2: Financement des investissements inscrits au budget du Centre Public d'Action Sociale, estimé à 202.302,40 €;

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par appel d'offre général. Le marché sera soumis à la publicité européenne suivant les formulaires standard appropriés.

**Article 3.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009.

**Article 4.** - La présente délibération est exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

**Article 5.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

#### **4. FINANCES – DESAFFECTATION ET AFFECTATION D'UN EMPRUNT EN VUE DE FINANCER LES HONORAIRES DE L'AUTEUR DE PROJET POUR DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA MAISON COMMUNALE-APPROBATION**

##### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la délibération du 16 décembre 2008, par laquelle le Conseil Communal arrête le budget communal ordinaire et extraordinaire 2009;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles 1311-1 et 1331-3;

**Vu** l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le Règlement Général sur la comptabilité communale, notamment les articles 27;

**Attendu** que le service extraordinaire présente une situation active, suite à l'emprunt n° 1.477 pour des honoraires de l'auteur de projet pour des travaux de rénovation au bâtiment de conciergerie un solde disponible de 5.000,00 EUR;

**Attendu** que la commune, ci-après dénommée l'emprunteur, souhaite affecter ce solde au financement des dépenses ayant pour objet des honoraires d'auteur de projet pour des travaux de rénovation de la Maison Communale;

**Vu** la lettre du 22 janvier 2009 par laquelle Dexia Banque marque son accord pour la désaffectation du solde de l'emprunt mentionné ci-dessus;

**Sur** proposition du Collège Communal;

**DECIDE à l'unanimité:**

**Article 1er** : d'affecter le solde de 5.000,00 EUR de l'emprunt n° 1.477 au paiement de la dépense extraordinaire ayant pour objet des honoraires d'auteur de projet pour des travaux de rénovation de la Maison Communale.

**Article 2** : - la désaffectation sera comptabilisée dès que Dexia Banque sera en possession de la présente résolution.

- les tableaux « Compte de l'emprunt » seront adressés à l'administration après la comptabilisation de cette opération.
- Dexia Banque paiera directement les créanciers de l'emprunteur sur ordres créés à leur profit par le receveur.
- Toutes les conditions et stipulations prévues dans la délibération du 09/05/2005 relative à l'emprunt initial restent valables pour cette désaffectation.

**Article 3** : de transmettre exemplaires de la présente délibération aux autorités de tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables, à Monsieur le Receveur Communal et à la s.a Dexia Banque pour disposition.

-----

**5. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT ELOI A JURBISE – COMPTE 2008 – AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2008 se clôture au montant de 45.163,83 € en recettes et 32.260,14 € en dépenses soit un excédent de 12.903,69 €. L'intervention communale est de 17.204,38€.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le Compte de l'exercice 2008 de la fabrique d'église Saint-Eloi de Jurbise.

-----

## **6. FINANCES – APPLICATION DE L’ARTICLE L1311-05 DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION – DEPENSE URGENTE – RATIFICATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que la Commune de Jurbise est redevable auprès de la sprl CEFA Chemin Brimboriaux, 26 à 7822 Ghislenghien de la somme de 6.861,62 euros pour l’entretien et la réparation, réalisée le 13 octobre 2008, du vérin du bras de la grue en place sur le camion Scania;

**Vu** le caractère urgent de pourvoir à la dépense afin de disposer du matériel roulant au plus vite;

**Attendu** que cette réparation, fourniture et prestations de tiers, peut être prise en charge par le service ordinaire du budget communal 2008;

**Attendu** que le disponible groupe des crédits budgétaires ordinaires 421/12702, 421/12703 et 421/12706 inscrits au budget communal 2008 sont suffisants pour honorer la facture;

**Vu** l’article L1311-5 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** l’article 60 du Règlement Général de la Comptabilité Communale;

**Vu** la délibération du Collège Communal du 10 février 2009 en l’application de l’article L1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation;

### **DECIDE à l’unanimité :**

**Article 1er** : de ratifier la dépense consentie par le Collège Communal en application de l’article L1311-5 du CDLD, à savoir la somme de 6.861,62 €.

**Article 2** : de transmettre la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----

## **7. FINANCES – I.E.H.- GARANTIE COMMUNALE – CAUTION SOLIDAIRE ENVERS DEXIA BANQUE POUR UN MONTANT DE 95.716,33€ - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que l’emprunteur, par résolution du 8 octobre 2008, a décidé d’attribuer l’emprunt dont question ci-dessus, à Dexia Banque;

**Attendu** que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d’un pourcentage total de 61,53 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

**Attendu** que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

**Le Conseil communal à l'unanimité :**

**déclare** se porter caution solidaire envers Dexia Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire 0,49% de l'emprunt de 19.340.000,00 EUR contracté par l'emprunteur soit **95 716,33 €**.

**autorise** Dexia Banque à porter au débit du compte courant de la commune de Jurbise, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

**s'engage** à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

**La Commune de Jurbise s'engage**, jusqu'à l'échéance finale de cet emprunt et de ses propres emprunts auprès de Dexia Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre Fonds qui viendrait s'y ajouter ou à le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

**Autorise** irrévocablement Dexia Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la ville/commune.

**Attendu d'autre part** que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement Dexia Banque le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Dexia Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la commune, celle-ci s'engage à faire parvenir directement auprès Dexia Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et en cas de retard, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15, § 4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996, relatif aux marchés publics, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale au Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et aux décrets applicables.

-----

**8. FINANCES – I.E.H. –GARANTIE COMMUNALE – CAUTION SOLIDAIRE  
ENVERS ING POUR UN MONTANT DE 207.814,30€**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que l'emprunteur, par résolution du 8 octobre 2008, a décidé d'attribuer l'emprunt dont question ci-dessus, à ING Banque;

**Attendu** que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d'un pourcentage total de 61,53 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

**Attendu** que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

### **Le Conseil communal à l'unanimité :**

**Déclare** se porter caution solidaire envers ING, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire à concurrence de 0,49% du montant de l'emprunt de 41.990.000 EUR contracté par l'emprunteur, soit **207.814,30 EUR**.

**Autorise** ING à porter au débit du compte courant de la commune de Jurbise, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

**S'engage** à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

**Attendu d'autre part** que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement à ING le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par ING.

**S'engage** à provisionner son compte auprès de cette institution bancaire pour le paiement des charges qui y seraient portées ou à défaut de l'existence d'un compte courant auprès de ING à provisionner le compte qui lui serait indiqué.

S'engage en cas de retard à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux d'intérêts de la facilité de prêt marginal à la Banque centrale européenne en vigueur le dernier jour précédant celui au cours duquel le retard a eu lieu, augmenté d'une marge de 1,5% et ceci pendant la période de non-paiement.

La présente autorisation, donnée par la commune de Jurbise, vaut délégation irrévocable en faveur de ING.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale au Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et aux décrets applicables.

-----

## **9. FINANCES – I.G.H. – GARANTIE COMMUNALE – CAUTION SOLIDAIRE** **ENVERS DEXIA BANQUE POUR UN MONTANT DE 23.044,00€ -** **APPROBATION**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que le conseil d'administration d'IGH, ci-après dénommé l'emprunteur, a marqué accord, en date du 29 septembre 2008, sur le lancement d'une procédure de marché public dans le but d'obtenir un emprunt de 27.870.000 € remboursable en 20 ans, destiné au financement des immobilisés 2008;

**Attendu** que l'emprunteur, par résolution du 7 octobre 2008, a décidé d'attribuer l'emprunt dont question ci-dessus, à Dexia Banque;

**Attendu** que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d'un pourcentage total de 44,54 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

**Attendu** que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

### **Le Conseil communal à l'unanimité :**

**déclare** se porter caution solidaire envers Dexia Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire 0,08% de l'emprunt de 27.870.000,00 EUR contracté par l'emprunteur soit **23 044 EUR**.

**autorise** Dexia Banque à porter au débit du compte courant de la commune de Jurbise, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

**s'engage** à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

**La Commune de Jurbise s'engage**, jusqu'à l'échéance finale de cet emprunt et de ses propres emprunts auprès de Dexia Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre Fonds qui viendrait s'y ajouter ou à le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

**Autorise** irrévocablement Dexia Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune de Jurbise.

**Attendu d'autre part** que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement Dexia Banque le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Dexia Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la commune de Jurbise, celle-ci s'engage à faire parvenir directement auprès Dexia Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et en cas de



retard, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15, § 4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996, relatif aux marchés publics, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale au Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et aux décrets applicables.

-----

**10. FINANCES – I.G.H. – GARANTIE COMMUNALE – CAUTION SOLIDAIRE**  
**ENVERS ING D'UN MONTANT DE 13.238,00€ - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que le conseil d'administration d'IGH, ci-après dénommé l'emprunteur, a marqué accord, en date du 29 septembre 2008, sur le lancement d'une procédure de marché public dans le but d'obtenir un emprunt de 16.010.000 € remboursable en 20 ans, destiné au financement des capitaux pension des agents retraités;

**Attendu** que l'emprunteur, par résolution du 7 octobre 2008, a décidé d'attribuer l'emprunt dont question ci-dessus, à ING Banque;

**Attendu** que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d'un pourcentage total de 44,54 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

**Attendu** que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

**Le Conseil communal à l'unanimité :**

**Déclare** se porter caution solidaire envers ING, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, 0,08% du montant de l'emprunt de 16.010.000 EUR contracté par l'emprunteur soit **13 238 EUR**.

**Autorise** ING à porter au débit du compte courant de la commune de Jurbise, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

**S'engage** à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

**Attendu d'autre part** que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement à ING le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par ING.

**S'engage** à provisionner son compte auprès de cette institution bancaire pour le paiement des charges qui y seraient portées ou à défaut de l'existence d'un compte courant auprès de ING à provisionner le compte qui lui serait indiqué.

**S'engage** en cas de retard à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux d'intérêts de la facilité de prêt marginal à la Banque centrale européenne en vigueur le dernier jour précédant celui au cours duquel le retard a eu lieu, augmenté d'une marge de 1,5% et ceci pendant la période de non-paiement.

La présente autorisation, donnée par la commune de Jurbise, vaut délégation irrévocable en faveur de ING.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale au Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et aux décrets applicables.

-----

**11. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC – FOURNITURE DE GASOIL CHAUFFAGE POUR LES BATIMENTS DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE, DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE ET DES BATIMENTS DES CULTES. FOURNITURE DE GASOIL ROUTIER POUR LES VEHICULES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE – APPROBATION CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION**

Madame SENECAUT souhaite obtenir la ventilation entre le gasoil de chauffage et le gasoil routier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que pour le bon fonctionnement des différents services communaux, des services du CPAS et des services des Cultes il est nécessaire de passer un marché pour l'achat de gasoil de chauffage et gasoil routier pour les bâtiments et véhicules repris dans l'ensemble de la gestion journalière des biens communaux de l'Administration, du Centre Public d'Action Sociale et des Cultes ;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-02-SG-EB pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", le montant estimé s'élève à 203.175,00 € hors TVA ou 245.841,75 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par adjudication publique;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au service ordinaire des budgets de la commune, du CPAS et des Fabriques d'église pour l'exercice 2009;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-02-SG-EB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, Cpas et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 203.175,00 € hors TVA ou 245.841,75 €, 21 % TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par adjudication publique.

**Article 3.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé aux budgets ordinaires de l'exercice 2009 de l'Administration Communale, du CPAS et des Fabriques d'église.

**Article 4.** - La présente délibération est exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

**Article 5.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**12. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC – FOURNITURE D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGES EN BETON DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DE LA VOIRIE – APPROBATION CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande à l'Echevin des Travaux la raison pour laquelle les marchés repris sous les points 12, 13, 14 et 15 n'ont pas fait l'objet d'une procédure unique de marché avec plusieurs lots.

Monsieur HORNY réplique que cette façon de faire avait déjà été utilisée l'année dernière et qu'elle permettait de mieux cibler les firmes ou commerces à consulter.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que l'Administration Communale est souvent sollicitée pour effectuer des travaux de maintenance de voirie et d'égouttage tels que : raccordements au système d'égouttage des nouvelles habitations, réparations du revêtement de la voirie, petits travaux d'extension de voirie, petits travaux d'extension du réseau d'égouttage,...;

Attendu que pour réaliser ces divers travaux, l'Administration Communale est tenue de se fournir en matériaux et accessoires de voiries et d'égouttage;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2009-10-EB-GU pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton", le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Dauby Sprl, Rue Georges Tourneur, 17 à 6030 Marchienne-au-Pont;
- BPMN s.a, Avenue Emile Rousseaux, 40 à 6001 Marcinelle;
- Roosens Béton Betorix, Rue de Familleureux, 152 à 7170 Manage;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;
- Bastien Transport Sprl, Rue d'Erbaut, 20 à 7870 Lens;
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73560.2009;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-10-EB-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 8.264,46 €hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :  
- Dauby Sprl, Rue Georges Tourneur, 17 à 6030 Marchienne-au-Pont;  
- BPMN s.a, Avenue Emile Rousseaux, 40 à 6001 Marcinelle;  
- Roosens Béton Betorix, Rue de Familleureux, 152 à 7170 Manage;  
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;  
- Bastien Transport Sprl, Rue d'Erbaut, 20 à 7870 Lens;  
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;

**Article 4.** - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 27 mars 2009.

**Article 5.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009.

**Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**13. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC – FOURNITURES D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGES EN PVC DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE**

**NANCE EXTRAORDINAIRE DE LA VOIRIE – APPROBATION CONDITIONS,  
MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que l'Administration Communale est souvent sollicitée pour effectuer des travaux de maintenance de voirie et d'égouttage tels que : raccordements au système d'égouttage des nouvelles habitations, réparations du revêtement de la voirie, petits travaux d'extension de voirie, petits travaux d'extension du réseau d'égouttage,...;

Attendu que pour réaliser ces divers travaux, l'Administration Communale est tenue de se fournir en matériaux et accessoires de voiries et d'égouttages;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2009-08-EB-GU pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en en PVC";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC", le montant estimé s'élève à 3.500,00 € TVAC;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Ets Crame Wavrin, Rue de Fleurus, 2 à 6240 Farciennes;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;
- Ets Braconnier, Rue de la Virée, 1 à 6880 Bertrix;
- Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73560.2009;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-08-EB-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC ", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 3.500,00 €TVAC.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Ets Crame Wavrin, Rue de Fleurus, 2 à 6240 Farciennes;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;
- Ets Braconnier, Rue de la Virée, 1 à 6880 Bertrix;
- Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons.

**Article 4.** - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 27 mars 2009.

**Article 5.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009.

**Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**14. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC – FOURNITURE D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGES EN METAL DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DE LA VOIRIE – APPROBATION CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que l'Administration Communale est souvent sollicitée pour effectuer des travaux de maintenance de voirie et d'égouttage tels que : raccordements au système d'égouttage des nouvelles habitations, réparations du revêtement de la voirie, petits travaux d'extension de voirie, petits travaux d'extension du réseau d'égouttage,...;

Attendu que pour réaliser ces divers travaux, l'Administration Communale est tenue de se fournir en matériaux et accessoires de voiries et d'égouttages;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup> a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2009-12-EB-GU pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en métal";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en métal", le montant estimé s'élève à 3.719,01 € hors TVA ou 4.500,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Fonderies Lecomte, Rue de la Rappe, 3 à 5300 Seilles;
- Ets Crame Wavin, Rue de Fleurus, 2 à 6240 Farciennes;
- Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73560.2009;



Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-12-EB-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en métal", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 3.719,01 € hors TVA ou 4.500,00 €, 21 % TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :  
- Fonderies Lecomte, Rue de la Rappe, 3 à 5300 Seilles;  
- Ets Crame Wavin, Rue de Fleurus, 2 à 6240 Farciennes;  
- Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;  
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;

**Article 4.** - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 27 mars 2009.

**Article 5.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73560.2009.

**Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**15. TRAVAUX – MARCHE PUBLIC – FOURNITURES DE BETON, SABLE ET STABILISE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE EXTRA-ORDINAIRE DE LA VOIRIE – APPROBATION CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que l'Administration Communale est souvent sollicitée pour effectuer des travaux de maintenance de voirie et d'égouttage tels que : raccordements au système d'égouttage des nouvelles habitations, réparations du revêtement de la voirie, petits travaux d'extension de voirie, petits travaux d'extension du réseau d'égouttage,...;

Attendu que pour réaliser ces divers travaux, l'Administration Communale est tenue de se fournir en matériaux tels que du béton, empierrement, stabilisé,...;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2009-11-EB-GU pour le marché ayant pour objet "la fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé...) dans le cadre de la maintenance extraordinaire des voiries et d'égouttages.";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet " la fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé...) dans le cadre de la maintenance extraordinaire des voiries et d'égouttages.", le montant estimé s'élève à 5.785,12 € hors TVA ou 7.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Bastien Transport Sprl, Rue d'Erbaut, 20 à 7870 Lens;
- Béton Decaigny Sprl, Chaussée de Mons, 5 à 7940 Brugelette;
- Binche Béton Sprl, Avenue de Nouvelle Synthèse à 7134 Ressaix;
- Holcims Bétons, Rue de Douvrain, 21 à 7011 Mons;
- Ready Béton, Quai de la Darse à 7000 Mons;
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73560.2009;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-11-EB-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "la fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé...) dans le cadre de la maintenance extraordinaire des voiries et d'égouttages.",

établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 5.785,12 € hors TVA ou 7.000,00 €, 21 % TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Bastien Transport Sprl, Rue d'Erbaut, 20 à 7870 Lens;
- Béton Decaigny Sprl, Chaussée de Mons, 5 à 7940 Brugelette;
- Binche Béton Sprl, Avenue de Nouvelle Synthèse à 7134 Ressaix;
- Holcim Bétons, Rue de Douvrain, 21 à 7011 Mons;
- Ready Béton, Quai de la Darse à 7000 Mons;
- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;

**Article 4.** - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 27 mars 2009.

**Article 5.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73560.2009.

**Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**16. MARCHES PUBLIC – REMPLACEMENT ET INSTALLATION DU PARC  
INFORMATIQUE POUR LA COMMUNE ET LE C.P.A.S. DE JURBISE –  
CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE DE PASSATION  
DU MARCHE - APPROBATION**

Madame SENECAUT s'interroge sur le choix de la procédure de marché et Mademoiselle MORCLETTE sur le fait d'avoir scindé le remplacement et l'installation du parc informatique, de l'assistance et de la maintenance de celui-ci.

La Présidente demande à Monsieur GILLARD en charge des marchés publics de s'en expliquer.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-06-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Remplacement et installation du parc informatique pour la Commune et le CPAS de Jurbise";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Remplacement et installation du parc informatique pour la Commune et le CPAS de Jurbise", le montant estimé s'élève à 70.247,93 € hors TVA ou 85.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par appel d'offre restreint;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 104/72360.2009 et 104/74253.2009;

**DECIDE :**

Par 16 voix pour, 2 voix contre(s) et 0 abstention(s).

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2009-06-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Remplacement et installation du parc informatique pour la Commune et le CPAS de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 70.247,93 € hors TVA ou 85.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par appel d'offre restreint.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 104/72360.2009 et 104/74253.2009.

Article 4. - La présente délibération est exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 5. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**17. MARCHE PUBLIC – ASSISTANCE ET MAINTENANCE INFORMATIQUE –  
CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE DE PASSATION  
DU MARCHE - APPROBATION**

Madame SENECAUT, calculant la maintenance annuelle sur les quatre années d'amortissement normal du matériel informatique, s'interroge sur le choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Monsieur GILLARD s'en explique par la durée de douze mois fixée par le cahier des charges et par la volonté d'appliquer une politique de prudence envers le fournisseur de services.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-03-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Assistance et maintenance informatique";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Assistance et maintenance informatique", le montant estimé s'élève à 25.000,00 € hors TVA ou 30.250,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2009, article 104,421,722,762/12313.2009;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres au service ordinaire;

**DECIDE :**

Par 6 voix pour, 2 voix contre(s) et 0 abstention(s).

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-03-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Assistance et maintenance informatique", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 25.000,00 € hors TVA ou 30.25000 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2009, article 104,421,722,762/12313.2009.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**18. MARCHE PUBLIC – INVENTAIRE AMIANTE DES BATIMENTS COMMUNAUX ET DU C.P.A.S. DE JURBISE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Inventaire amiante des bâtiments communaux et du CPAS de Jurbise", le montant estimé s'élève à 4.297,52 € hors TVA ou 5.200,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 104/73360.2009;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

**DECIDE à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Inventaire amiante des bâtiments communaux et du CPAS de Jurbise". Le montant est estimé à 4.297,52 € hors TVA ou 5.200,00 €, 21 % TVA compris.

Article 2 - D'approuver le descriptif technique annexé à cette délibération.

Article 3. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 4. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 104/73360.2009.

Article 5. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**19. URBANISME – ASSAINISSEMENT DU RUISSEAU « ERBISOEUL » -  
ARTICLE 127 DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande de permis d'urbanisme introduite par l'Intercommunale I.D.E.A., dont les bureaux se trouvent à 7000 Mons, rue de Nimy n°53 pour exécuter sur des terrains sis à 7050 Jurbise et Erbisoeul les travaux ou actes suivants :

### **Assainissement du ruisseau « Erbisoeul »**

**Vu** la loi organique du 29 mars 1962, sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974 et 28 juillet 1976;

**Vu** les décrets du Gouvernement Wallon des 27 novembre 1997, 18 juillet 2002 et 03 février 2005;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'urbanisme et du Patrimoine, notamment en ses articles 128, 129 et 330 – 9;

**Considérant** que l'enquête publique s'est déroulée du 12 au 26 janvier 2009 pour le motif suivant : article 330-9 du C.W.A.T.U.P. : interventions sur des voiries communales;

**Considérant** que celle-ci n'a suscité aucune réclamation;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** que la présente entreprise a pour objet la collecte des eaux usées produites au sein de l'agglomération d'Erbisoeul et l'adduction de ces eaux vers la future station d'épuration d'Erbisoeul.;

**Considérant** qu'il s'agit d'un projet d'utilité publique et que le permis unique pour la construction de la station d'épuration à la rue du Bois d'Arras à Erbisoeul a été octroyé par la Région wallonne en date du 23 janvier 2009;

#### **DECIDE à l'unanimité :**

**Art. 1<sup>er</sup>**: D'émettre un **avis favorable** sur la demande de permis d'urbanisme de l'Intercommunale I.D.E.A.

**Art. 2**: Un extrait de la présente délibération sera ajouté au dossier de la demande de permis d'urbanisme, avec les autres documents prescrits.

-----

### **20. PLAN DE COHESION SOCIALE 2009-2013 – PROJET - APPROBATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

**Vu** le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

**Vu** le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;



Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Collège communal, en sa séance du 10 Février 2009, du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013;

Attendu qu'il convient de communiquer le formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013, ainsi que les délibérations respectives des Collège et Conseil communaux l'approuvant, avant le 28 février 2009;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er.** De l'approbation du formulaire relatif au projet de plan de Cohésion Sociale 2009-2013.

**Article 2.** – Un extrait de la présente délibération sera transmis au Service Public de Wallonie, Secrétariat général de la Direction interdépartementale de la Cohésion Sociale, avant le 28 Février 2009.

-----

**21. PRESTATION DE SERMENT D'UN AGENT COMMUNAL CHARGE DE  
CONSTATER LES INFRACTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu les articles L1122-32 et L1122-33 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu les dispositions de l'article 119bis, §6, alinéa 2, 1° de la nouvelle Loi Communale;

Vu l'Arrêté royal du 05 décembre 2004 fixant les conditions minimales auxquelles doivent répondre les agents communaux tels que définis par l'article 119bis, §6, alinéa 2, 1° de la Nouvelle Loi Communale;

Vu qu'il est proposé au Conseil Communal de désigner en qualité d'agent constateur, Monsieur Bernard DANNEAUX, né à Ath le 09 juin 1954, domicilié à 7050 Jurbise, rue de Ghlin n°17;

Vu la Loi du 01 juillet 1860 apportant des modifications à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment, article 1<sup>er</sup> ;

Sur proposition du Collège Communal du 10 février 2009,

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er.** De désigner en qualité d'agent constatateur chargé de constater les faits conformément à l'article 119bis, §6, alinéa 2, 1° de la Nouvelle Loi Communale, Monsieur Bernard DANNEAUX, né à Ath le 09 juin 1954 et domicilié à 7050 Jurbise, rue de Ghlin n°17.

**Article 2.** Un extrait de la présente délibération sera transmis à Monsieur Bernard DANNEAUX.

Monsieur Bernard DANNEAUX prête serment, ce jour, entre les mains de Madame la Bourgmestre Jacqueline GALANT et Monsieur le Secrétaire Communal, Monsieur Michel DELHAYE.

-----

**22. ZONE DE POLICE SYLLE ET DENDRE : PRESENTATION DES STATISTIQUES ET DES FINANCES DE LA ZONE, EN PRESENCE DU CHEF DE ZONE – ECHANGE DE VUES**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Assiste à la présentation des statistiques et des finances de la Zone Sylle et Dendre (voir annexes).

-----

**23. QUESTIONS ORALES**

Monsieur MULLER demande à la Présidente à quel moment elle compte procéder à la distribution des sacs poubelle gratuits.

La Présidente précise que cette distribution doit être postérieure au paiement de la taxe et que les avertissements extraits de rôle seront envoyés prochainement.

Madame SENECAUT signale le mauvais état général des routes à la sortie de l'hiver et particulièrement à la rue des Bruyères et au chemin des Charbonniers.

-----

**HUIS CLOS**

-----

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,